Document généré le 6 août 2025 23:17

Circula
Revue d'idéologies linguistiques

Minoration et défense politiques de l'amazigh en Algérie

Chérif Sini et Rabiha Ait Hamou Ali

Numéro 13-14, printemps–automne 2021

Langues et idéologies au Maghreb

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1092744ar
DOI : https://doi.org/10.17118/11143/19259

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Les Éditions de l'Université de Sherbrooke (ÉDUS)

ISSN

2369-6761 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Sini, C. & Ait Hamou Ali, R. (2021). Minoration et défense politiques de l'amazigh en Algérie. *Circula*, (13-14), 29–44. https://doi.org/10.17118/11143/19259

© Chérif Sini et Rabiha Ait Hamou Ali, 2022

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Titre: Minoration et défense politiques de l'amazigh en Algérie

Auteur: Chérif Sini, Université de Boumerdès et Rabiha Ait Hamou Ali, Université de Tizi-Ouzou

Revue: *Circula*, numéros 13-14 : *Langues et idéologies au Maghreb*

Directeur: Foued Laroussi, Université de Rouen Normandie

Éditeur: Les Éditions de l'Université de Shebrooke

Année: 2021

Pages: 29 - 44

ISSN: 2369-6761

URI: http://hdl.handle.net/11143/19259

DOI: https://doi.org/10.17118/11143/19259

Minoration et défense politiques de l'amazigh en Algérie

Chérif Sini, Université de Boumerdès
sinich2000@yahoo.fr

Rabiha Ait Hamou Ali, Université de Tizi-Ouzou
rabihabibih@yahoo.fr

1. Introduction

Enjeu d'idéologie et de pouvoir en Algérie, la minoration et la défense politiques de l'amazigh constituent l'une des lignes de fracture entre les principaux projets de société en gestation dans ce pays de 44 millions d'habitants, dont 20 à 25 % sont aussi[1] amazighophones (Chaker, 2003). Plus que dans les déclarations, témoignages et récits d'acteurs culturels et politiques algériens en rapport avec les langues et leur gestion, elles ressortent des programmes d'appareils politiques, des textes et contextes juridiques relatifs aux langues en Algérie comme les socles idéologiques à partir desquels s'élaborent la conception de l'État.

2. Une langue transnationale dominée

Éparpillé sur le vaste territoire allant de Siwa égyptienne aux îles Canaries espagnoles et de la Méditerranée au confluent nigéro-burkinabé, l'amazigh est en situation de dominé, y compris au Maroc et en Algérie où il connaît un processus de constitutionnalisation hésitant. De ce point de vue, il rappelle le kurde (Akine, 2008). Mais, la comparaison s'arrête là. Car le kurde bénéficie d'une tradition écrite et d'une expérience étatique notamment en Kurdistan irakien et syrien. L'amazigh demeure largement de tradition orale et subit lourdement les implications socioculturelles et socio-économiques de l'écrit (Goody, 1994, 1995) en français et en arabe ; deux langues qui le dominent. Les succès kabyles sur ce front de l'écriture (Sini, 2016) et celui de l'enseignement (Abrous, 2017, 2015) entraîneront-ils les autres dialectes amazighs ? Il semble en être le cas pour ce qui est de l'enseignement en contexte chaoui, dans les Aurès (Guedjiba, 2014).

1. Après 14 siècles d'arabisation historique et surtout 60 ans de politique d'arabisation, les monolingues amazighs sont de moins en moins nombreux, notamment en zones urbaines et de contact avec l'arabe.

En plus, la lutte des Amazighs est pacifique, y compris en Kabylie, où on a dénombré 127 décès, victimes de la répression en 2001 (Djabi, 2019 : 127), dans la vallée du M'zab où on a aussi compté plusieurs morts de conflits interconfessionnels[2] (Dadi et *al.*, 2019 : 81-182) et dans le Rif, plusieurs fois endeuillé (Driss, Harrami et Khaldi, 2019). La mobilisation populaire dans ces régions pour leurs droits linguistiques et culturels dans le cadre de leurs États respectifs connaît, en raison de cette répression, une radicalisation d'idéologie indépendantiste et pacifique dont il est difficile d'en estimer la popularité en raison du verrouillage politique en vigueur en Algérie et au Maroc où vivent la majorité des amazighophones du monde. Les Algériens parmi eux se trouvent principalement en Kabylie (au centre-nord-est de l'Algérie), aux Aurès (dans le sud du Constantinois), dans la vallée du M'zab, à 600 kilomètres au sud d'Alger, dans le grand sud-est algérien, mais aussi dans l'atlas blidéen, dans les monts de Tlemcen, à Timimoun, Adrar, etc. En plus de la diaspora installée en France et au Canada, ils vivent aussi dans des villes algériennes, notamment Alger, Oran, Annaba, Constantine, Chlef, Sétif, Tiaret, etc. (Ait Hamou Ali et Sini, 2020 : 70). Leur nombre constitue un enjeu de politique d'arabisation si important qu'il n'est pas rendu public, d'autant plus que leur présence sur l'ensemble du territoire national n'est plus une vue de l'esprit, si on considère la visibilité que leur procure le port de l'emblème amazigh durant les manifestations du *Hirak*[3]. Une visibilité si imposante qui n'était pas du goût de certaines autorités du pays qui l'ont incriminée et ont emprisonné ainsi plusieurs porteurs de cet emblème en dehors de la Kabylie, malgré les dispositions constitutionnelles qui confèrent à l'amazigh le statut de langue nationale et officielle.

3. Deux grandes tendances

Deux grandes tendances, comprenant des nuances, dans les positionnements vis-à-vis de l'amazighité, ressortent du paysage politique algérien actuel.

La base sociologique des appareils politiques qui la défendent est essentiellement kabyle. Elle a contribué, par la mobilisation populaire, à accentuer la singularité de la Kabylie du reste du pays et, par l'activité culturelle et la production de l'écrit en kabyle, des autres régions amazighophones. Cette singularisation est également le résultat inattendu du choix de gouvernance de confiner cette mobilisation à cette région comme pour l'accuser ensuite d'atteinte à l'unité nationale malgré son héritage nationaliste-révolutionnaire dans la lutte anticoloniale (Djabi, 2019 : 90 ; Guenoun, 2020, 2015 ; Ait Ahmed, 1983 ; Harbi 1980, 1992, 1993 ; Stora, 2002). Les cadres nationaux de ces appa-

2. Mais, on peut aussi se demander pourquoi la coexistence pacifique millénaire entre les populations amazighophones de culte musulman ibadite, occupants originels de la vallée du M'zab, et les populations arabophones musulmanes sunnites-malékites, installées aux alentours des cités mozabites dans le sillage des invasions hilaliennes au X^{e} siècle, s'est-elle petit à petit transformée, après l'indépendance algérienne, en conflit sur le foncier au point d'inspirer Le Mouvement pour l'Autonomie du M'zab ?

3. « Le Mouvement », en arabe. C'est l'occupation de la rue par les Algériens opposés à la candidature à un cinquième mandat présidentiel de Bouteflika. On l'appelle aussi Révolution du sourire, en raison de son pacifisme et de ses allures festives. On le désigne aussi souvent par Révolution ou Mouvement du 22 février 2019, date qui marque le début de ces manifestations.

reils sont issus et font partie intégrante des organisations de défense des droits de l'Homme en Algérie, notamment celui relatif aux langues des Algériens : l'amazigh et l'arabe parlé, mais aussi le français. Cette tendance est constituée essentiellement du Front des Forces Socialistes (FFS) et du Rassemblement pour la Culture et la Démocratie (RCD). D'elle est issu le Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie, rapidement devenu le Mouvement pour l'Autodétermination de la Kabylie (MAK), tantôt interdit tantôt toléré. On pourrait inscrire dans cette tendance les partis de déclaration démocratique, plus particulièrement le Parti des Travailleurs (PT), l'Union Démocratique et Sociale, mais aussi Jil Jadid (Nouvelle Génération), le Mouvement démocratique et social (MDS, sigle actuel du Parti d'Avant-garde Socialiste, issu du Parti communiste algérien), etc. D'autres formations de faible audience mentionnent dans leur programme la promotion constitutionnelle et institutionnelle de la langue amazighe et s'alignent ainsi sur le principe du FFS et du RCD. Parmi elles figurent le Parti socialiste des travailleurs (PST), le Parti El Moustakbel[4], l'Union pour le Changement et le Progrès (UCP), le Parti pour la Laïcité et la Démocratie (PLD), etc. On pourrait y intégrer aussi le Mouvement Pour l'Algérie (MPA) de l'Alliance présidentielle, au pouvoir de 1999 à 2019, compte tenu du parcours politique de son chef, issu du Mouvement culturel berbère (MCB) et du Rassemblement pour la Culture et la Démocratie. Mais, cet avis serait à nuancer quand on considère la position de cette Alliance vis-à-vis de l'amazighité.

L'autre tendance, plutôt hostile à l'amazighité, est constituée de deux sous tendances partisanes de l'arabo-islamité de l'Algérie. D'une part, il y a surtout le parti du Front de Libération nationale (FLN[5]) dont est issu, en 1997, le Rassemblement national démocratique (RND), se présentant comme l'aile moderniste du FLN. Ces deux partis composent l'ossature de l'Alliance présidentielle, façade politique civile du régime depuis avril 1999. D'autre part, il y a les partis d'inspiration islamiste. Parmi ces derniers figurent ceux ayant intégré cette Alliance présidentielle comme TAJ (*Tadjamoue Amal El Jazaïr*[6]), HMS (*Harakate Moudjtamaà Es-Silm*[7]) bien que ce dernier l'ait, en théorie, quitté en 2013, et d'autres figurants qui apparaissent à l'occasion de scrutins, généralement rejetés par l'opposition, et qui disparaissent aussitôt après. Il y a aussi ceux demeurés dans l'opposition comme El Adala[8] et surtout le Front Islamique du Salut (FIS), vainqueur du premier tour des élections législatives annulées de décembre 1991 et interdit d'activité depuis janvier 1992.

4. « Parti de l'avenir » en français, dont l'implication pour l'amazighité est l'œuvre de son député démissionnaire et membre actif et incarcéré du *Hirak* : Khaled Tazaghart, issu du FFS.

5. Front d'Algériens combattant le colonialisme de 1954 à 1962. Sa faction d'Oujda, constituée de l'armée dite des frontières, s'impose en Parti-État à la manière soviétique au prix de règlements de compte politiques, généralement soldés par l'assassinat des opposants.

6. Rassemblement/Espoir d'Algérie.

7. Mouvement pour la Société de la Paix.

8. Le Parti de la justice.

4. La défense de l'amazighité

Bien qu'ils divergent sur certaines questions de politique sociale, économique, etc., les leaders, cadres et militants du FFS et du RCD adhèrent sans réserve au même ordre épilinguistique que traduisent les occupations pacifiques de la rue par les deux tendances[9] du Mouvement culturel berbère qui leur sont affiliés : promouvoir constitutionnellement leur langue pour en faire une langue d'État. Ils adhèrent à la nécessité de réformer leur langue en adoptant les néologismes lexicaux diffusés par la littérature scientifique et de fiction adoptée par la radio, la télévision, le cinéma, les adaptations de dessins animés, etc., d'expression ou de version kabyle. De ce fait, ils contribuent à cette diffusion et consolident le sentiment partagé par les défenseurs de cette langue : l'équiper et s'en servir dans toutes les situations de communication et d'expression. Ils sont pour l'emploi de la graphie gréco-latine des animateurs du mouvement de revitalisation (Costa, 2010 ; Landry 2010 ; Fishman, 2006) du kabyle et des producteurs d'écrits en kabyle.

Dans leurs programmes respectifs comme dans leurs discours de mobilisation populaire, ces deux formations s'opposent conjointement et frontalement à l'idéologie centralisatrice de l'État-nation qu'incarne l'arabisation totale et appellent à la décentralisation, pour le premier, et à la régionalisation, pour le second, tout en insistant sur l'idée que cela ne se limite pas à la gestion des langues, mais concerne l'ensemble de la vie en collectivité nationale : l'économie, la société, la culture, l'administration, etc. Reconduction, pour certains, de la configuration des wilayas historiques issues du Congrès de la Soummam, organisateur de la Révolution algérienne en août 1956, tenu en Kabylie. Réorganisation administrative selon les variétés géographiques, culturelles, etc., du pays, pour d'autres. Autonomie culturelle pour les zones amazighophones, en général, et la Kabylie, en particulier. La suggestion d'Achab (2018), éditeur et auteur berbérisant, pour gérer les langues des Algériens dans le respect du droit de chacun, en combinant, comme au Canada, le principe de territorialité et celui de personnalité, conviendrait-elle à tous les défenseurs de l'algérianité ? Certains universitaires[10] défenseurs de l'arabe algérien en inscrivant celui-ci dans le *maghribi* (l'arabe maghrébin, au singulier), ne semblent pas tenir spécialement à sauver ce qu'ils appellent d'ailleurs intentionnellement (au pluriel) les langues amazighes, encore moins à les revitaliser en vue d'en faire des langues comme les autres et comme l'exigent leurs défenseurs. C'est probablement pour cela que la défense de l'arabe algérien par les défenseurs de l'amazighité est de moins en moins audible chez ces derniers alors qu'elle figure parmi les résolutions du Séminaire de Yakouren[11] qui devait donner de la visibilité aux évènements d'avril 1980, déclenchés par le refus à l'écrivain et anthropologue Mouloud Mammeri de prononcer une conférence sur la poésie kabyle ancienne, au centre universitaire de Tizi-Ouzou d'alors.

9. La Coordination nationale des associations culturelles amazighes, proches du RCD et les Commissions nationales du MCB, proches du FFS.

10. Dourari (2003), Eliman (2003 ; 1997), Chachou (2013), etc.

11. Tenu en Kabylie en août 1981. Le second séminaire du MCB affine en 1989 ces résolutions.

4.1. FFS et RCD : deux partis kabyles ?

Peu explicite, au moment de sa constitution en septembre 1963, le Front des Forces Socialistes de Hocine Ait Ahmed[12] intègrera la question des langues en Algérie en recrutant, dans la clandestinité de la fin des années 1970-1980, des opposants aux dispositions culturelles de la Charte et la Constitution algériennes de 1976, et approchés par le Parti de la Révolution socialiste (PRS) clandestin de Mohamed Boudiaf, l'autre figure de novembre 1954. La redynamisation du FFS en cette période de l'histoire de l'opposition politique en Algérie serait en rapport avec cette question de langues et naturellement de l'idéologie qui sous-tendait (et sous-tend encore aujourd'hui) la politique d'arabisation et ses retombées sur l'ensemble de la vie culturelle en communauté nationale (Mammeri, 1990 ; Benrabah, 1999). On lui attribue la structuration, par certains de ses militants, des mobilisations populaires de ce qu'on célèbre depuis chaque année à l'occasion du 20 avril : le printemps amazigh de 1980. Chacun connaît le rôle de ces militants dans le lancement et l'animation du Mouvement culturel berbère (MCB) dans la foulée de ce printemps (Ait Larbi 2011), mais aussi dans la création clandestine de la première ligue algérienne de la défense des droits de l'Homme, en 1985, et de l'Association des enfants des martyrs de la Révolution algérienne qui leur a valu l'incarcération et la condamnation à de très lourdes peines (Sadi, 2015 : 277-281 ; Chaker, 1987 : 31). À l'aube de la légalisation du multipartisme en Algérie post-1988, certains de ces militants optent pour le FFS quand d'autres se regroupent, depuis février 1989, dans le RCD : Rassemblement pour la Culture et la Démocratie. L'appel du MCB au rassemblement devant l'Assemblée populaire nationale le 25 janvier 1990 pour exiger la constitutionnalisation de l'amazighité marque la première fissure au sein du MCB opposant les Commissions nationales (du MCB) et ceux qui se feront connaître après par la Coordination nationale des associations culturelles berbères. Cette fissure va se vérifier lors de plusieurs rendez-vous politiques sans concerner réellement la question amazighe que ces deux tendances se disputent et parfois instrumentalisent, comme à l'occasion de l'élection présidentielle de novembre 1995 pour laquelle il fallait mobiliser la Kabylie, en grève du cartable depuis septembre 1994. Engagé dans cette élection, le RCD, par le biais du MCB-Coordination nationale, parvient à mettre fin à cette grève en avril 1995 en obtenant des autorités algériennes la mise en place du Haut-commissariat à l'Amazighité[13] et l'introduction, à titre facultatif, de la langue amazighe dans le circuit éducatif algérien dès septembre 1995. Opposé à cette élection, le FFS trouva, par l'intermédiaire du MCB-Commissions nationales, cette offre insuffisante et appela à la poursuite de la grève, d'autant plus que l'année blanche était déjà constatée. En dehors de cette instrumentalisation, les militants des deux tendances répondent aux innombrables appels à la grève générale et/ou à marcher pour l'amazighité sans toujours tenir compte de l'origine de ces appels. Cette convergence mettra fin aux deux tendances à l'occasion de l'assassinat de Matoub Lounès[14], en juin 1998, et plus

12. Un des chefs historiques de la Révolution de 1954.

13. Chargé de promouvoir l'amazighité que les autorités considéraient comme un patrimoine de tous les Algériens, que ne devait pas accaparer une seule région du pays, c'est-à-dire la Kabylie.

14. Chanteur-défenseur de l'amazighité et opposant déclaré à l'arabo-islamisme.

particulièrement à partir du tristement célèbre Printemps noir 2001 de Kabylie. Le (re)lancement[15] de l'idée autonomiste dans la foulée de ce printemps y serait-il aussi pour quelque chose ? Depuis, les deux tendances n'ont pas refait surface. Certains éléments de la coordination-MCB ont intégré le Gouvernement. D'autres, jusque-là partisans de l'autonomie régionale, ont opté ouvertement pour le séparatisme.

4.2. Le MAK : de la revendication autonomiste à l'autodéterminisme

Issus, donc, successivement du MCB et du RCD, leur leader et certains dirigeants de ce Mouvement entreprirent au début du siècle une évolution radicalement divergente avec la ligne idéologique du courant des défenseurs de l'amazighité qu'on pourrait qualifier d'algérianiste du fait que ces derniers inscrivent leur revendication dans le cadre de l'État unitaire algérien. Cette évolution marque une rupture dans la conception à la fois de l'objet de leur discours et de leur rapport au pouvoir central. Sans disparaître de leur discours, l'amazighité y apparaît comme la référence identitaire transnationale englobant la kabylité à laquelle elle cède la place et qui devient ainsi la base même d'une nation à faire (re)connaître auprès des instances internationales et des États. Le rapport revendicatif disparaît aussi du lexique de ce mouvement. Il est remplacé par celui de décolonisation. Cela autorise à comprendre aussi que la langue kabyle est considérée dans le cadre d'un État national, l'État kabyle.

L'impasse constitutionnelle à laquelle est confrontée la promotion de la langue amazighe dans la cadre de l'État-nation justifierait-elle ce déplacement idéologique ? Celui-ci semble en tous les cas être renforcé par la quasi-limitation de la défense de cette langue et de la production culturelle dans et avec cette langue à la Kabylie. Cela semble aussi être recherché par les autorités politiques dans une perspective de minoration et surtout d'instrumentalisation politique, comme c'est le cas avec l'incarcération des porteurs de l'emblème amazigh en dehors de la Kabylie lors du Mouvement de févier 2019, et ce malgré la solidarité[16] de celui-ci qui scandait : « *Casbah/Bab-el-Oued Imazighen*[17] » et « La Kabylie bravo à vous, l'Algérie est fière de vous ! » Ne croyant pas au succès de ce mouvement ni au(x) projet(s) de société qu'il incarne, le MAK s'en démarque, assume la rupture définitive avec l'algérianité et milite pour un État indépendant fondé sur une kabylité ouverte aux cultures étrangères. Par cette conception ethnique, il semble opposer à l'arabo-islamité imposée par l'État jacobin, celui de la kabylité sans référence religieuse précise. Son poids sociologique est difficile à estimer en raison de la clandestinité qui le frappe le plus souvent et qui réduit sa visibilité à certains rendez-vous populaires qu'il se dispute d'ailleurs avec les autres défenseurs de l'amazighité en Kabylie : la célébration du 20 avril (1980 et 2001) et de Yennayer, premier jour de l'an amazigh (qui correspond au 12 janvier).

15. L'idée d'autonomie, du moins culturelle, date en fait des années 1980.

16. Des militants de ce mouvement se déclarant non kabyles soutiennent, à visage découvert sur les réseaux sociaux, les porteurs incarcérés de l'emblème amazigh.

17. Pluriel de « Amazigh ».

Au moins trois autres organisations politiques clandestines s'activent dans le sillage du MAK : le Rassemblement pour la Kabylie (RPK), l'Union pour la République kabyle (URK) et l'Alliance pour une Kabylie libre (Akal). Leur poids sociologique est encore plus difficile à estimer d'autant plus qu'elles seraient l'œuvre de dissidents du MAK. À ces organisations semblent emboîter le pas les Mouvements pour l'autonomie du M'zab (Dida, Nouh et Larab, 2019 : 146) et du Rif (Driss et al., 2019 : 56).

4.3. De déclaration démocratique

En évitant de se prononcer sur les questions liées à la graphie à adopter, la norme à promouvoir dans l'enseignement, l'édition, etc., qu'ils estiment être du ressort des spécialistes, le Parti des travailleurs, le Parti socialiste des travailleurs, Jil Jadid, etc., s'inscrivent, du point de vue déclaratif, dans la lignée des défenseurs traditionnels de l'amazighité en insistant sur l'impératif d'élargir son enseignement à l'ensemble du territoire national. Mais, en liant l'amazighité quasi systématiquement au patrimoine national, Jil Jadid, plus particulièrement, s'en démarque. La position « patrimonialiste » de ce dernier semble, en effet, réduire la question à un bien patrimonial à sauvegarder quand les défenseurs de l'amazighité exigent d'en faire, au niveau constitutionnel, le fondement historique de l'algérianité et, au niveau juridique, une langue d'État comme l'arabe. L'hésitation à entériner les choix « techniques » opérés par les acteurs du mouvement de revitalisation en cours semble empêcher l'implantation de cette formation dans les zones de revendication amazighophone. Cette hésitation, aux yeux des défenseurs, et même des locuteurs de cette langue, porte en elle l'ambiguïté encouragée, voire cultivée par les adversaires de l'amazighité comme pour focaliser le débat sur la graphie, par exemple, alors que cette question est réglée *in vivo*, si on considère les produits de l'écrit avec cette langue. Elle disqualifie, en fait, son propre argument qui consiste à renvoyer la question aux spécialistes, comme si Mammeri, Chaker, Achab, etc., n'en étaient pas ou qu'il y en aurait d'autres à consulter, voire à leur opposer. Tenir peu ou pas compte du travail considérable réalisé en matière de grammatisation et de revitalisation en domaine amazigh et kabyle, plus particulièrement, limiterait la valeur idéologique des déclarations même positives à l'égard de l'amazighité de certains de ces appareils.

5. L'opposition à l'amazighité

On peut répartir les opposants à l'amazighité en Algérie en deux sous tendances : les nationalistes (conservateurs et modernistes) et les islamistes (modérés et radicaux). Les islamistes dits modérés pratiquent l'entrisme au gouvernement tenu par les nationalistes qui leur offrent des espaces (contrôlés) d'expression et des portefeuilles de gestion de l'espace public (Daoud, 2018), notamment dans le secteur de l'Éducation nationale. En contrepartie, ils servent d'interlocuteurs au régime dans un jeu de démocratie de façade. Hostile à la liberté de conscience et aux revendications amazighes, plus particulièrement kabyles, la position des islamistes radicaux vis-à-vis de l'amazighité semble

avoir évolué si on considère le slogan « *Casbah Bab-El-Oued Imazighen*[18] » par lequel la foule, en provenance de ces quartiers, réputés pour être leur bastion pendant les années 1990 et celui des révolutionnaires de la bataille d'Alger (1957-1958), rejoignait les manifestants au centre d'Alger, lors du mouvement du 22 février.

Après avoir co-combattu toute idée liée à l'amazighité, les nationalistes, autoproclamés au pouvoir depuis l'été fratricide de 1962[19] (Brahimi El Mili, 2020 ; Chaouche, 2019) ont entamé sous les pressions des défenseurs kabyles de l'amazighité des concessions en faveur de cette dernière. Des concessions freinées par la subtilisation et l'instrumentalisation, surtout depuis la promotion de la langue amazighe au statut de langue « également nationale » en 2002 et « officielle » en 2016, de la question de la graphie à utiliser, en généralisant, par exemple, l'emploi de l'alphabet tifinagh sur le fronton des administrations publiques ! Un emploi que les défenseurs kabyles de l'amazighité, généralement producteurs en kabyle et utilisateurs de *tamâamrit*[20], jugent plus emblématique, voire folklorique, que fonctionnel, en l'absence de volonté politique pour engager cette langue dans la voie de sa récupération et de sa revitalisation et généraliser son emploi à tous les niveaux de la vie publique, comme ils le réclament (Sini, 2016 : 144). C'est un choix surprenant si l'on juge de l'incarcération et de la condamnation, durant les années 1970-1990, des porteurs, même clandestinement, de la version modernisée et adaptée aux spécificités phonologiques kabyles par l'Académie berbère de Paris (1966-1978) de cet alphabet que les littératures scientifiques désignent par l'écriture (du) libyque, ancêtre lointain donc des versions actuelles des tifinaghs dont celle de l'amazigh officiel au Maroc, depuis 2011.

Après s'être opposés à l'amazighité, les partis d'inspiration islamiste et dits modérés adoptent, depuis quelques années, une position prudente en exigeant comme préalable à toute promotion de la langue amazighe l'adoption de la graphie arabe, clairement rejetée par les défenseurs de cette langue et producteurs culturels avec cette langue, en raison du lien idéologique que ces défenseurs établissent entre la proposition de cette graphie et la politique d'arabisation, hostile à l'amazighité (Sini, 2016 : 152). En entérinant le choix de la graphie latine par les culturalistes et amazighisants kabyles des années 1970-1980, réputés pour leur regard tourné vers la modernité et la pluralité, ces derniers appréhendent, dans celui de la graphie arabe, les restrictions techniques qui découleraient du conservatisme culturel et religieux qui ressort encore dans sa sacralisation. Cela empêcherait, à leurs yeux, la modernisation de leur langue : la débarrasser du passéisme, mais aussi des influences traditionalistes arabo-islamiques qu'attestent les langues écrites en arabe (Mahmoud, 1979 ; Meynet, 1971).

18. « Casbah et Bab-El-Oued sont amazighs ! »

19. À l'été 1962 et sous les cris des Algériens éprouvés par sept années de guerre d'indépendance (« Sept ans, ça suffit ! »), les troupes de l'armée de libération nationale établies aux frontières tunisienne et marocaine marchent sur Alger, neutralisent l'ALN (combattante), renversent le Gouvernement provisoire d'Algérie, s'imposent en maître des lieux et engagent l'avenir politique du pays sans et contre ses libérateurs réduits au silence ou exilés pour certains, et liquidés physiquement pour d'autres.

20. Du nom de Mammeri, plus célèbre des adaptateurs à la langue amazighe de la graphie gréco-latine.

5.1. Les nationalistes

Les nationalistes tirent leur légitimité de l'héritage révolutionnaire algérien et leur conception de la gestion de la société, de la culture et de la littérature politique de l'aile arabo-islamique du nationalisme algérien prérévolutionnaire (Harbi, 1992). Bien que celle-ci n'ait rejoint la Révolution qu'en 1956, c'est-à-dire lors de l'ultimatum que celle-ci avait fixé à toutes les organisations politiques algériennes de se dissoudre dans le Front de Libération nationale, déclencheur de la lutte armée pour l'indépendance (Sadi, 2019), elle était dominante dans les programmes des formations politiques clandestines et légales. La tentative d'Amar Imache (1938, 1947) durant les années 1930 (Chaker, 1987 : 16 ; Imache, 2018 : 51) pour promouvoir l'idée d'une Algérie algérienne a échoué alors que l'essentiel des adhérents de l'Étoile nord-africaine et du Parti du Peuple algérien qui lui a succédé était originaire de Kabylie (Harbi, 1993, 1992, 1983 ; Stora, 2008). Aux activistes du PPA/MTLD[21] et partisans de l'action armée, la direction centrale du parti reprochait en 1949 le « berbérisme » pour justifier leur mise à l'écart (Ait Ahmed, 1983 ; Guenoun, 2020, 2015, 1999 ; Harbi, 1993, 1992, 1983 ; Ouerdane, 1990). De leurs rangs seront pourtant issus beaucoup de novembristes comme M'Barek Ait Menguellet, Bennaï Ouali, Amar Oueld Hamouda, etc., assassinés dans les maquis du FLN (Chaouche, 2019 : 84-85 ; Temlali, 2016 : 173-184). Cette répression de toute référence à l'amazighité ferait partie des préparatifs de la prise du pouvoir par l'armée des frontières à l'été 1962 (Sadi, 2014 : 99-106). Elle s'imposera sous forme de projet politique de culture importé et exécuté par des agents moyen-orientaux conjointement issus des Frères musulmans égyptiens et du panarabisme que se disputaient Al-Assad, Nasser et Saddam. Cette répression a aussi donné naissance à l'idéologie négationniste de l'idée même de nation algérienne, lui substituant celle de la *Umma al arabia el islamia*[22] durant les années 1960-1990 à laquelle se substituera petit à petit, durant les années 1990-2000, celle de la *Umma al Islamia*[23], dans la perspective de la *khalifa* du même nom. Contrôlée par le FLN, en tant que parti-État, qui la nourrit et l'oppose au « danger » démocratique et à celui des « séparatistes berbéristes », cette idéologie a débouché sur le rejet de l'être algérien et sur l'ethnicisation de la société du même nom, en substituant l'arabité à l'algérianité et en bannissant, de ce fait, tout ce qui touche à l'amazighité. En témoignent la dissolution de l'alphabet tifinagh, en 1962, sur ordre du président Benbella (Sadi, 2015 ; Chaker, 1991), la suppression depuis septembre 1973 de la chair de berbère que dirigeait M. Mammeri à l'université d'Alger, la suspension du Fichier de documentation berbère en 1976, sans parler du refus systématique d'inscrire les sujets de thèses universitaires touchant,

21. Le Parti du peuple algérien (PPA : 1931-1937) est issu de l'Étoile nord-africaine, organisation syndicale fondée en 1926 dans le milieu ouvrier nord-africain, en France. Interdit, lui succèdera le Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques d'où semblent provenir le FLN (Front de Libération Nationale) et le MNA (Mouvement national algérien d'où parait provenir les mots « harki », synonyme de *agoumi* [traître], et « harka », qui désigne en arabe le mouvement, c'est-à-dire des partisans du MNA de Messali Hadj, un des fondateurs du nationalisme algérien et opposé à l'action armée, en gestation au moins depuis mai 1945 et entamée par le FLN le 1er novembre 1954.)

22. La nation arabo-islamique avec, semble-t-il, un appui plus important sur l'arabité mobilisant l'islam comme un vecteur puissant d'arabisation justement.

23. La nation islamique.

même de loin, à la question amazighe. Véritable acharnement « identicide » d'où découlera ce que Benrabah (1999) qualifie de « traumatisme linguistique ».

La violence de l'expression du rejet du FLN à partir d'octobre 1988 a montré au grand jour les deux principaux courants qui traversaient cette formation à la recherche d'un renouvellement : les conservateurs à qui les modernistes, regroupés pour fonder le Rassemblement National et Démocratique en 1997, reprochaient la sympathie avec les partisans du projet théocratique, reconquirent leur statut de première[24] formation politique avec le retour d'Abdelaziz Bouteflika comme Chef de l'État, d'avril 1999 à avril 2019. Mais, sur la question de l'amazighité, ces deux formations majoritaires dans l'Alliance présidentielle ne diffèrent pas. Sans initiative ou plutôt interdites d'initiative, elles adoptent systématiquement celles de la présidence de la République.

5.2. Les islamistes

Au niveau discursif, nous pouvons en effet repérer parmi les islamistes deux catégories : les modérés et les radicaux. Sur le fond, ces deux catégories se rejoignent, voire se confondent en un même principe qui est celui de la non-reconnaissance de l'autonomie de la nation algérienne et, autrement dit, le projet de faire une province de la nation arabo-islamique. Elles sont issues de la même mouvance hostile à l'idéal démocratique. Celle-ci voyait dans la pratique même de l'amazigh, et plus particulièrement du kabyle, un « pêché » et rappelle les écrits d'El baçaïr[25] avant, durant et après la crise de 1949 au sein du PPA/MTLD que « les Kabyles ne seraient des Algériens à part entière que lorsqu'ils auront cessé de chuchoter ce jargon [la langue kabyle] qui nous écorche les oreilles » (Ouerdane, 1990 : 72). Ce sont, en effet, les kabyles qui, pour diverses raisons objectives (Sini, 2015, 2016), défendaient durant le mouvement national algérien (Chaker, 1987 : 5 ; Harbi, 1980 : 61 ; Imache, 2018), l'idée d'une Algérie algérienne. Mais, pas tous. Car parmi les auteurs anti-amazighs figurent des Kabyles. Ils ont entrepris leur propre dé-kabylisation non seulement en s'interdisant de parler cette langue même quand ils la possèdent, mais aussi en s'imposant, à eux-mêmes et, quand ils le pouvaient, à leur entourage immédiat, des comportements, habitudes, rituels et référents arabo-islamiques, en général, et des prénoms, en particulier, quitte à s'attribuer un surnom quand ils portent un prénom d'héritage islamique jugé insuffisamment marqué par cette idéologie. L'évolution de cette radicalité vers une certaine tolérance, voire l'acceptation de cette langue depuis quelques années, sans doute en rapport conjoint avec les acquis constitutionnels et institutionnels de cette langue en Algérie et au Maroc et les échecs successifs de cette idéologie à s'imposer ailleurs depuis septembre 2001, relève-t-elle d'une stratégie pour gagner les amazighophones ou constitue-t-elle un véritable changement de

24. Il s'agit bien sûr de l'occupation des postes d'exercice du pouvoir qui est décidée ailleurs et conformément à l'échec fait aux résolutions du Congrès de la Soummam, notamment la suprématie du politique sur le militaire que revendiquent les Algériens du Mouvement du 22 février 2019, en quête de l'État de droit et du pourvoir de légitimité démocratique.

25. Organe de propagande des Oulémas algériens, association de docteurs de la Loi islamique pour qui, au moins au moment de sa création en 1931, l'urgence était l'éducation du peuple, dans le respect des lois de la République française, à un islam non confrérique et la promotion de l'arabe coranique.

paradigme idéologique ? La contestation politique pacifique actuellement en Algérie semble, pour le moment, s'interdire d'aborder explicitement le fond de ce sujet comme s'il risquait de perturber son unité. Chacun connaît le rejet par le *Hirak* aussi bien des séparatistes kabyles que des détracteurs de l'amazighité que le pouvoir tente d'opposer pour affaiblir sa force unitaire. Faudrait-il percevoir dans le soutien déclaré aux porteurs de l'emblème amazigh, incarcérés lors de ce Mouvement par d'opposants d'obédience islamiste radicale à l'image d'Ali Belhadj[26] un embryon d'une évolution significative vis-à-vis de la langue amazighe au sein de cette tendance ?

Bien que n'ayant jamais pris part directement au pouvoir, le parti Al Adala (La justice), appelé autrefois Ennahda (La Renaissance), conditionne la promotion de la langue amazighe écrite avec la graphie arabe et accuse les tenants (qui sont en fait les producteurs culturels et utilisateurs) des caractères latins d'œuvrer contre l'arabe et l'Islam. Dans son rapport à l'amazighité et sa position de principe vis-à-vis de la langue amazighe, cette formation ne se distingue donc pas des autres formations qui constituent la mouvance islamiste dite modérée (HMS, TAJ…) qui, sans s'opposer frontalement à l'amazighité pour rester dans la ligne idéologique du pouvoir, réagit en fait aux événements aminés par les défenseurs de l'amazighité et surtout aux promotions constitutionnelles de la langue amazighe en rappelant à chaque fois l'exigence de l'écrire en arabe. Il est rare, en effet, qu'une des organisations qui la composent se prononce sur la moindre question liée à l'amazighité sans qu'il y ait un évènement favorable à cette dernière. Ce silence est hautement significatif à l'occasion de pétitions ou d'actions attribuées à des parents d'élèves opposés à l'apprentissage scolaire de la langue amazighe, dans certaines localités du pays. Ou encore à l'interdiction, en 2020, du journal d'expression amazighe *Tighremet* après quatre numéros seulement : celui-ci utilisait, en effet, la graphie latine.

6. Conclusion

L'opposition à l'amazighité se traduit d'abord par son ignorance dans les programmes des partis islamoconservateurs. S'il arrive aux dirigeants de ces partis de l'aborder, c'est toujours sous forme de réaction à un évènement favorable à la langue amazighe où celle-ci est perçue comme une menace à l'arabo-islamisme.

En cédant à la pression des défenseurs de l'amazighité, les nationalistes au pouvoir semblent plus gérer ce dossier qu'ils ne se soucient de la promotion réelle de la langue amazighe, même en tant que « patrimoine de tous les Algériens ». Leur stratégie implique la minoration et l'accompagnement de cette langue et culture à sa disparition, en quelques générations, par la rupture avec la ruralité et le mode de vie traditionnel où ils la confinent pour l'empêcher de se moderniser et d'occuper les fonctions de valorisation sociale, garantes de sa survie.

26. Membre fondateur du FIS, plusieurs fois incarcéré, assigné à résidence et interdit d'activité partisane.

C'est ce que dénoncent les défenseurs politiques de l'amazigh qui réclament la généralisation de son enseignement et l'amélioration de ce qui se fait en la matière en Kabylie pour amener les indépendantistes à renoncer à leur projet. Au nom de la vérité historique, ils exigent la révision de l'ordre triptyque constitutionnel (arabité, islamité et amazighité) en l'inversant, conformément à la réalité des faits historiques : amazighité, islamité et arabité.

Les retombées du *Hirak* en cours en Algérie sur la question des langues exigent du recul d'autant plus que ce dernier semble reposer sur l'idée de créer les conditions d'un dialogue « inclusif » et fondateur d'un État de droit et d'une deuxième République pour ceux qui, parmi ses animateurs, militent pour le changement du système issu du coup de force de l'été 1962 qu'il convient de distinguer de ceux parmi ses animateurs opposés à l'incarnation de ce système depuis avril 1999. La criminalisation du port de l'emblème (transnational) amazigh, malgré les dispositions constitutionnelles de 2002, 2016, 2017 et 2020, est un indicateur de malaise d'un devenir en train d'échapper au contrôle idéologique, depuis que la visibilité de cet emblème, sur l'ensemble du territoire national et devant les représentations diplomatiques algériennes, plus particulièrement en Europe, aux USA et au Canada, est perçue comme un enjeu et un objet de discussion autour de l'algérianité. Et le silence recherché devant l'incarcération des porteurs de cet emblème a pour objectif de briser l'unité du front pour le changement. Mais, en tant que fait réel, ce silence rappelle que l'adhésion de ses auteurs au Mouvement est circonstancielle : il durera le temps nécessaire au front pour se débarrasser de la raison de son existence, c'est-à-dire fonder un État de droit, dans le meilleur des cas pour les défenseurs de l'algérianité plurielle et du vivre-ensemble algérien, ou reconduire les politiques de l'échec dénoncées par le *Hirak*.

Bibliographie

Abrous, Nacira (2017), *L'enseignement du berbère : analyse comparée Algérie/Maroc*, Thèse de doctorat en linguistique/sociolinguistique, Marseille, Université Aix-Marseille.

Abrous, Nacira (2015), « La graphie dans l'enseignement du berbère en Algérie et au Maroc : quelques éléments de comparaison à mi-parcours », *Revue d'études berbères*, vol. 10, p. 15-27.

Achab, Ramdane (2018), « La langue amazighe : autour de quelques questions d'actualité », journal *El Watan* du 18 janvier 2018.

Achab, Ramdane (2014), *Aménagement du lexique berbère de 1994 à nos jours*, Tizi-Ouzou, Achab.

Ait Ahmed, Hocine (1983), *Mémoire de combattant. L'esprit d'indépendance. 1942-1952*, Paris, Sylvie Messinger.

Ait Ahmed, Hocine (1989), *L'Affaire Mécili*, Paris, La Découverte.

Ait Hamou Ali, Rabiha et Sini, Chérif (2020), « Mobilité sociale et vitalité du kabyle », *Langage et société*, n° 170, p. 69-85.

Akin, Salih (2008), *La langue kurde*, Études kurdes, n° 9, Paris, L'Harmattan.

Ait Larbi, Arezki (2011), *Avril 1980*, Alger, Koukou.

Benrabah Mohamed (1999), *Langues et pouvoir en Algérie, histoire d'un traumatisme linguistique*, Paris, Séguier.

Boudaoud, Omar (2007), *Du PPA au FLN, mémoires d'un combattant*, Alger, Casbah.

Brahimi El Mili, Naoufel (2020), *Histoire secrète de la chute de Bouteflika*, Paris, Archipel.

Chachou, Ibtissem (2013), *La situation sociolinguistique de l'Algérie. Pratiques plurilingues et variétés à l'œuvre*, Paris, L'Harmattan.

Chaker, Salem (2013), « L'officialisation de tamazight (Maroc/Algérie) : quelques réflexions et interrogations sur une dynamique aux incidences potentielles considérées », *Asinag*, n° 8, p. 35-50.

Chaker, Salem (2007), « L'affirmation identitaire berbère à partir de 1900 : constantes et mutations (Kabylie) », *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, n° 44, p. 13-34.

Chaker, Salem (2003), « La question berbère dans le Maghreb contemporain : éléments pour la compréhension et la prospective », *Diplomatie - Magazine*, mai-juin 2003, p. 75-77.

Chaouche, Kamel Lakhdar (2019), *Algérie. Procès d'un système militaire*, Versailles, UV Éditions.

Costa, James (2010), *Revitalisation linguistique : discours, mythe et idéologies. Une approche critique de mouvements de revitalisation en Provence et en Écosse*, Thèse de doctorat de sciences du langage, Grenoble, Université de Grenoble.

Daoud Kamel (2018), « Que faire de l'identité ? », *La Tribune diplomatique*, 6 décembre 2018, page consultée le 12 janvier 2022 : https://tribune-diplomatique-internationale.com/que-faire-de-lidentite-et-des-identitaires-en-algerie/.

Dida, Badi, Nouh, Abdallah et Larabi, Samir (2019), « Le mouvement amazigh en Algérie et défis d'intégration nationale », Djabi, Nacer (dir.), *Les mouvements amazighs en Afrique du Nord*, Alger, Chihab international, p. 81-182.

Djabi, Nacer (dir.) (2019), *Les mouvements amazighs en Afrique du Nord*, Alger, Chihab international.

Dourari, Abderrezak (2003), *Les malaises de la société algérienne : crise de langues et crise d'identité*, Alger, Casbah.

Driss, Maghraoui, Harrami, Nourredine et Khalid, Mouna (2019), « Le mouvement amazigh au Maroc. Le processus d'une transformation : le cas du Rif et du Moyen-Atlas », Djabi, Nacer, *Les mouvements amazighs en Afrique du Nord. Elites, formes d'expressions et défis*, Alger, Chihab, p. 23-77.

Eliman, Abdou (1997), *Le maghribi, langue trois fois millénaire*, Alger, ANEP.

Eliman, Abdou (2003), *Le maghribi, alias « ed-darija » - La langue consensuelle du Maghreb*, Alger, Dar El-Gharb.

Février, James G. (1995), *Histoire de l'écriture* (1949), Paris, Payot.

Fishman, Joshua (2006), « Language Revitalisation », *Language Loyalty, Language Planning, and Language Revitalisation*, Clevedon, Multilingual Matters, p. 126-139.

Harbi, Mohammed (1993), « La crise de 1949 ou l'entrée en scène du culturalisme berbère », *Naqd*, 5, p. 28-31.

Harbi, Mohammed (1992), *L'Algérie et son destin : croyants ou citoyens ?*, Paris, Arcantères.

Harbi, Mohammed (1980a), *Le FLN, Mirages et réalité*, Paris, Jeune Afrique.

Harbi, Mohammed (1980b), « Nationalisme algérien et identité berbère », *Peuples Méditerranéens*, n° 11, p. 31-38.

Imache, Mohamed (2018), *Amar Imache, le pionnier occulté*, Alger, Koukou.

Imache, Amar (2012), *L'Algérie au carrefour, la marche vers l'inconnu* (1938), Tizi-Ouzou, l'Odyssée.

Imache, Amar (1947), « Lettre d'adieu aux Algériens résidents en France », Imache Mohamed (2018), *Amar Imache, le pionnier occulté*, Alger, Koukou, p. 107-110.

Goody, Jack (1994), *Entre l'oralité et l'écriture*, Paris, PUF.

Guedjiba, Abdenacer (2014), « Enseignement du tamazight dans le massif de l'Aurès. Présentation/analyse d'une expérience », *Dialogue des cultures*, n° 60, p. 133-147.

Guenoun, Ali (2020), « Omar Bouadoud, un révolutionnaire à part », journal *Liberté*, 19 mai 2020, Alger.

Guenoun, Ali (2015), *Une conflictualité interne au nationalisme radical algérien : La question berbère-kabyle. De la crise de1949 à la lutte pour le pouvoir en 1962* », thèse de doctorat en histoire, Paris 1 Sorbonne.

Guenoun, Ali (1999), *Chronologie du Mouvement berbère, 1945-1990 : un combat et des hommes*, Alger, Casbah.

Landry, Rodrigue, Forges, Éric et Traisnel, Christophe (2010), « Autonomie culturelle, gouvernance et communauté francophone en situation de minoritaire au Canada », *Politique et société*, nº 29/1, p. 91-114.

Mahmoud, Youssef (1979), *The arabic wrinting système and the sociolinguistic of orthographic reform*, thèse de doctorat, Washington, Georgetown University.

Meynet, Roland (1971), *L'écriture arabe en question. Les projets de l'Académie arabe du Caire de 1938 à 1968*, Beyrouth, Dar El-Machreq.

Ouerdane, Amar (1990), *La question berbère dans le mouvement national algérien : 1926-1980*, Québec, Éditions du Septentrion.

Sadi, Hend (2019), « Les Oulémas que l'on propose en guides de "Février" sont-ils les "précurseurs" de "Novembre" ? », journal *El Watan*, 26 et 27 juin 2019.

Sadi, Saïd (2015), *Algérie, l'échec recommencé* (1991), Tizi-Ouzou/Alger, Franz Fanon/Parenthèse.

Sadi, Saïd (2014), *Amirouche, une vie, deux morts, un testament*, Tizi-Ouzou, Presses de l'Imprimerie Les Oliviers.

Sini, Chérif (2016), « La question de la graphie pour la langue kabyle », *Mots. Les langages du politique*, nº 110, p. 142-153.

Sini, Chérif (2015), « La promotion du berbère en Algérie : de la prise de conscience intellectuelle au projet de société citoyenne », *Cahiers d'études africaines*, nº 219, p. 445-465

Stora, Benjamin (2008), *Les Algériens en France. Une histoire politique. 1922-1962*, Paris, Hachette.

Stora, Benjamin (2002), « Figures kabyles dans l'histoire politique algérienne », *Awal, Cahiers d'études berbères*, nº 25, p. 45-48.

Temlali, Yassine (2016), *La genèse de la Kabylie. Aux origines de l'affirmation berbère en Algérie (1832-1962)*, Paris, La Découverte.